

À UN AN DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

La fragilité démocratique se mesure à la colère de ceux qui s'expriment. Mais aussi au silence



Les habitués du club de pétanque du Mée-sur-Seine (Seine-et-Marne) disputent une partie. Ce mercredi 21 avril, ils sont une cinquantaine à jouer. PHOTOS :

LAURENCE GEAI POUR « LE MONDE »

○

Luc Bronner

A un an de l'élection présidentielle, Luc Bronner, grand reporter au « Monde », prend le pouls de la société française. Au Mée-sur-Seine, en Seine-et-Marne, il a rencontré des habitants dont le quotidien, individuel ou collectif, a été bouleversé par la crise sanitaire. Au point que les certitudes n'existent plus.

REPORTAGE

Mais comment font les sondeurs ? Car au Mée-sur-Seine, commune populaire d'environ 20 000 habitants en périphérie de Melun, la préfecture de Seine-et-Marne, la seule certitude c'est qu'il n'y a plus de certitudes. Ni sur les destins individuels ni sur la vie collective. Même pas sur les prochaines vacances. Encore moins sur des scrutins ou sur le devenir des hommes et femmes politiques qui nous gouvernent. Les vagues successives du Covid-19 ont bouleversé les vies, les couples, les familles, les habitudes, les représentations, les opinions. Alors, l'élection...

Le Mée-sur-Seine est une ville moyenne, mélange de quartiers HLM et de pavillons, commune discrète de Seine-et-Marne, avant-dernière station sur la ligne du RER D – autant de raisons de s'y arrêter pour prendre le pouls de la société française, douze mois avant l'élection présidentielle. Le maire s'appelle Franck Vernin, il a 60 ans, agent de voyage dans sa vie professionnelle, élu centriste (UDI) d'une ville qui avait placé Jean-Luc Mélenchon largement en tête du premier tour de la présidentielle, en 2017, et où Emmanuel Macron avait bénéficié du front républicain au second, pour atteindre près de 70 % des voix face à Marine Le Pen.

On suit le maire dans sa permanence hebdomadaire. Une quinzaine d'habitants font la queue, comme chaque mercredi, pour demander des aides, des conseils, des emplois, des logements ou venir se plaindre de leurs voisins. *« Les gens sont plus irritables et supportent moins les petites difficultés de la vie quotidienne. Il faut laisser la parole sortir, jusqu'au bout, même si c'est long. Ensuite, seulement, on peut commencer à parler. Quand j'étais plus jeune, je ne savais pas, et je disais trop vite ce que je pensais, j'étais tellement convaincu d'avoir raison »*, raconte Franck Vernin, arrivé à vélo au rendez-vous.

La fragilité démocratique se mesure à la colère de ceux qui s'expriment. Mais aussi au silence de ceux qui ne prennent pas la parole. Ou ne la prennent plus. *« Je crains le retour à la vie normale. On a mis le couvercle sur la Cocotte-Minute, que se passera-t-il quand on soulèvera le couvercle ? Chacun va revenir avec ses propres revendications ? »*, interroge le maire, désolé de devoir se passer des réunions de quartier et des rencontres publiques, ces moments où les élus se font souvent critiquer, mais où s'exprime, tant bien que mal, une forme de bien commun.

Les lieux habituels qui font les conversations publiques ont disparu. Il n'y a plus de pot avec le verre de l'amitié, à l'issue des assemblées générales des associations (170 dans la ville). Il n'y a plus de cérémonie des anciens combattants, et les repas des retraités ont été annulés les uns après les autres. Il n'y a plus de tournoi de foot ou de pétanque, et de buvette pour refaire les matches, sportifs et politiques. Il y a deux fois moins de mariages célébrés par le maire ces douze derniers mois – c'est au bas mot quarante fêtes en moins par an. Il n'y a même plus de gigot-bitume, cette coutume du BTP consistant à cuire (longuement) la viande dans l'enrobé bouillant pour fêter la fin d'un chantier. Restent les réseaux sociaux, cette drogue douce que tout le monde dénonce, fustige, condamne, mais continue de pratiquer à tous les âges.

Sur le front de la fraternité

Les cultes souffrent aussi, même si c'est sans doute temporaire. Au Mée-sur-Seine, deux chantiers avancent presque en parallèle, à quelques centaines de mètres de distance l'un de l'autre. Le premier bâtiment, une église évangélique, pourra accueillir 440 personnes assises dans sa salle principale, bien plus que l'édifice actuel, trop petit face à l'affluence spectaculaire des fidèles ces dernières années. Le toit est en train d'être posé, et le pasteur dit son espoir d'une inauguration début 2022. En attendant, la période est rude : moins de pratiquants, moins de rencontres. *« On ressent le déficit relationnel. En particulier pour cette génération de jeunes, notamment les étudiants »*, relève le pasteur Jérémie Deglon, 44 ans.

Le deuxième chantier, c'est une mosquée, sans coupole ni minaret, pour rester discret, mais avec un emplacement central, près de la gare, qui remplacera la petite salle de prière et permettra de recevoir jusqu'à 1 000 personnes les grands jours. L'inauguration n'est pas pour tout de suite, seules les fondations ont été coulées, et le budget, entièrement financé par les fidèles, ne permet pour l'heure que de construire le gros œuvre. *« Généralement, le mois du ramadan, c'est la période de la moisson pour les dons. Cette année, au lieu des 150 000 euros que nous pouvions espérer, nous aurons sans doute à peine 30 000 euros »*, confie Mourad Salah, 54 ans, ancien ouvrier dans l'industrie, ancien militant CGT, devenu éducateur spécialisé, aujourd'hui président de l'Union des musulmans du Mée.

Dans la vie sociale, les associations demeurent des piliers. On voudrait raconter tous ces bénévoles anonymes, en première ligne sur le front de la fraternité, fournis invisibles et essentielles de la vie démocratique. Christian Quillay, 67 ans, adjoint au maire et président du club de foot depuis quarante ans – oui, quarante – et qui souhaiterait enfin pouvoir passer la main. Véronique Aimé-Marx, 56 ans, coiffeuse, présidente de l'association des commerçants, qui se démène pour proposer des activités et aider ses collègues. Ou encore Christophe Mira, 48 ans, dont quarante-deux à jouer à la pétanque, la moitié en tant que président du club du Mée. Il a commencé sa vie professionnelle avec un contrat TUC (travaux d'utilité collective), cet acronyme inventé sous la première présidence de François Mitterrand pour réduire les chiffres du chômage grâce à des emplois aidés.

« Une grosse perte »

« Pendant le premier confinement, j'ai téléphoné à chacun des 183 adhérents pour prendre des nouvelles, dit-il. L'humain, il ne mesure pas son bonheur quand il l'a. C'est quand il ne l'a plus qu'il le sait. » Christophe Mira a aussi interdit les alcools forts à la buvette. Et banni les discussions politiques. Trop de disputes. La vie de l'association est fragile : les adhérents sont passés de 250, au plus haut, à 180 en 2021, en raison de la crise sanitaire. Mais le président, surnommé « Calculatrice » parce qu'il connaît par cœur les numéros des licences de tous les adhérents, se bat pour que reviennent des jours meilleurs. *« Regardez, aujourd'hui, il y a une cinquantaine de joueurs, c'est pas mal quand même. »* Le bonheur des joueurs fait plaisir à voir, mais que sont devenus les absents ?

La désaffection, la désaffiliation, voilà le danger pour le tissu associatif. Les décrocheurs sont identifiés à l'école, parfois dans les entreprises, dans les associations, demain dans les urnes. Comment aller chercher ceux qui ont coupé les liens ? Comment reconstruire des habitudes collectives ? L'énergie impressionnante des anciens suffira-t-elle ? Monique et Jean-Claude Giat, respectivement 77 et 81 ans, nous invitent dans leur salon. Ils ont fait construire leur pavillon au milieu d'un lotissement, allée de Champagne, en 1969. « *On est bien ici, on a beaucoup de chance* », dit Monique.

Ancienne infirmière, elle préside l'association Loisirs et solidarité des retraités, une émanation de la CGT, créée en 1981 pour proposer des activités à ceux qui ne travaillent plus. Au programme, en temps normal, chant choral, randonnée pédestre, cyclotourisme, repas collectifs, visites culturelles et échanges de mails drôles sur les listes de diffusion communes. « *Nous étions 112 l'année précédente, nous sommes tombés à 91, c'est une grosse perte* », dit la présidente. Certains reviendront, mais pas tous. Monique Giat a invité des amis de l'association pour prendre un café et des gâteaux secs. Ils s'interrogent sur l'après, sur les conséquences du Covid-19, sur la dette, sur ce que paieront les retraités et comment aider leurs enfants et petits-enfants. Leur sentiment ? La crise a tout bousculé. A commencer par les sacro-saintes règles budgétaires, ces certitudes qui ont structuré le débat public depuis trente ans.

« Faudra bien que quelqu'un paye »

« *C'est quand même intrigant de voir que des choses qui étaient impossibles sont devenues possibles* », remarque Chantal Pennec, 65 ans, enseignante de mathématiques à la retraite.

– *Hum... moi, je suis très perplexe face à cet argent qui sort sans difficulté, notamment sur la santé. On nous a tellement dit que ça n'était pas envisageable. Comment c'est possible ?*, répond Monique Giat.

– *Oui, mais quand ça sera terminé, faudra bien que quelqu'un paye. S'ils touchent aux retraites, ça va être pour nous, les copains !*, prévient, en riant, Raymond Amisse, 80 ans, retraité de l'industrie.

– *Vu nos âges, on ne paiera pas très longtemps* », lui répond, pince-sans-rire, Jean-Claude Giat.

A l'autre extrémité du spectre des activités, et dans un quartier où vivent presque exclusivement des habitants issus de l'immigration, Nicolas Subileau s'occupe du club de boxe thaïlandaise – dans cette discipline, il est autorisé de frapper avec les poings, les genoux et les pieds. Les adhésions ont chuté. Les combats sont en effet impossibles, sauf pour les sportifs de haut niveau, qui s'entraînent avec une intensité impressionnante, en soirée, au gymnase municipal. « *On va avoir du mal à se remettre de cette crise. Ceux qui n'ont plus ce lien, ceux qui se sont coupés complètement, ils ne reviendront sans doute pas* », s'inquiète l'éducateur sportif. Par mail, il a proposé aux 150 adhérents de s'inscrire pour venir boxer en plein air le samedi. Seules dix à quinze personnes ont répondu. L'effet de la sédentarité. Dit plus crûment : les gens se sont repliés chez eux et peinent à revenir. Certains ont pris du poids, constate l'entraîneur. Mais Nicolas Subileau ne lâchera pas. « *Ce lien est trop important.* »

Le premier confinement a sauvé des milliers de vies, mais profondément fragilisé la vie politique. « *La crise démocratique, on l'a sentie au premier tour des municipales [62,5 % d'abstentions]. Il y avait eu très peu de mobilisation. On en a tous fait les frais, et nous ne sommes pas représentatifs* », se désole Nathalie Dauvergne-Jovin, conseillère municipale d'opposition (gauche). Seules 4 000 personnes avaient voté au Mée, alors que la ville compte 20 000 habitants. La peur du Covid-19 évidemment. Avec cette question que l'on devine essentielle pour les douze prochains mois : les électeurs qui se sont abstenus pour les municipales, puis pour les régionales et les départementales – ces scrutins dont absolument personne ne parle –, reprendront-ils le chemin des bureaux de vote pour la présidentielle ?